



**PRÉFET  
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de la coordination interministérielle  
et de l'appui territorial  
Mission des politiques environnementales

AP n° 82-2026-05-27-00002

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE**

SOCIÉTÉ S.A.S. SEMATEC  
Lieux-dits « Chemin Long » et « La Vergne » – 82800 – Nègrepelisse  
portant prorogation de délais de l'autorisation d'exploiter

***Installations Classées pour la Protection de l'Environnement***

***Le Préfet de Tarn-et-Garonne,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,***

**VU** le Code de l'environnement ;

**VU** l'article L.214-6 du Code de l'Environnement ;

**VU** le titre 1er du livre V de la partie réglementaire du Code de l'environnement, et en particulier son article R. 511-9 relatif à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** le décret n° 2018-458 du 6 juin 2018 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (rubrique n° 2517) ;

**VU** le décret n° 2018-900 du 22 octobre 2018 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (rubrique n° 2515) ;

**VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

**VU** l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

**VU** l'arrêté du 17 décembre 2008 établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines ;

**VU** l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du Code de la santé publique ;

**VU** l'arrêté du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du Code de l'environnement ;

**VU** le schéma régional des carrières de la région Occitanie approuvé par arrêté préfectoral du 16 février 2024 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du Code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

**VU** l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du Code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

**VU** l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 10 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 11 septembre 2015 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux installations, ouvrages, épis et remblais soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du Code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.1.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du Code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 9 juin 2021 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau, y compris en ce qui concerne les modalités de vidange, relevant de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du Code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 06-1005 du 17 mai 2006, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 82- 2018-12-17-002 du 17 décembre 2018 autorisant la société SAS SEMATEC à exploiter une carrière de sables et graviers alluvionnaires sur le territoire de la commune de Nègrepelisse ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 82-2018-12-17-002 du 17 décembre 2018 portant modifications du phasage d'exploitation.

**VU** le dossier de demande de modification des conditions d'exploitation déposé par courrier du 25 novembre 2025, complété les 10 février 2026 et 10 avril 2026 ;

**VU** les avis du service de l'Agence Régionale de Santé Occitanie – Délégation Départementale de Tarn-et-Garonne en date du 6 décembre 2025 et 21 février 2026 ;

**VU** l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours de Tarn-et-Garonne – Groupement des Services Opérationnels – Service Préparation Opérationnelle en date du 11 mars 2026 ;

**VU** les avis de la Direction Départementale des Territoire – Service Eau & Biodiversité du 5 janvier 2026 et du 12 mars 2026 ;

**VU** l'avis du Service Connaissance et Risques – Service Bureau Prévision des Risques du 6 janvier 2026 ;

**VU** l'avis du Service Régional de l'Archéologie du 11 décembre 2025 ;

**VU** le projet d'arrêté porté le 11 mai 2026 par courrier recommandé avec accusé de réception, à la connaissance du demandeur ;

**VU** la réponse du demandeur par courriel, mentionnant ses observations sur les prescriptions ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications consistent à :

- prendre en compte le retard pris par l'exploitation du site par rapport aux prévisions du plan de phasage d'origine, et afin de permettre l'élaboration d'un dossier de demande d'autorisation environnementale complet pour un projet d'extension de la carrière ;
- demander une prorogation de la durée d'autorisation initiale de deux années 2 ans de la durée d'exploitation, soit de porter l'autorisation jusqu'au 17 mai 2028 qui doivent permettre de mieux articuler l'intégration de l'exploitation des futurs terrains du projet d'extension.
- un projet de renouvellement sans modifications des conditions d'exploitations déjà autorisées.

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant a actualisé son étude d'impact sur les enjeux écologiques avec les états initiaux Faune et Flore de mai 2024 avec une mise à jour de l'état initial, des impacts et mesures d'avril 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que la carrière de sables et graviers alluvionnaires sur le territoire de la commune de Nègrepelisse aux lieux-dits « Chemin Long » et « Lavergne » est autorisée à accueillir dans le cadre du projet de réaménagement du site des déchets inertes extérieurs afin de combler tout ou partie de la fosse d'extraction ;

**CONSIDÉRANT** que le remblaiement des carrières lorsque celui-ci est rendu nécessaire par le réaménagement du site en vue d'un usage futur déterminé, est considéré comme de la valorisation au titre de la hiérarchie des modes de traitement ;

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'accueil des déchets inertes fixe, à son annexe 1, la liste des déchets considérés comme inertes de par leur nature ;

**CONSIDÉRANT** que ces déchets peuvent être considérés comme recyclables, excepté les déchets répondant à la dénomination « terres et cailloux » ;

**CONSIDÉRANT** par conséquent qu'il convient de limiter à ces seuls codes déchets les déchets pouvant être accueillis pour des opérations de valorisation au sein de la carrière ;

**CONSIDÉRANT** qu'il est attendu qu'un tri de ces déchets soit réalisé en amont selon les meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable et que ces déchets ne proviennent pas de sites contaminés ;

**CONSIDÉRANT** que les apports de déchets inertes extérieurs respectent autant que possible un principe de proximité,

**CONSIDÉRANT** que le projet est compatible avec les dispositions du schéma régional des carrières de la région Occitanie ;

**CONSIDÉRANT** que le projet ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que le projet n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, en particulier qu'il ne génère aucune situation de nature à amplifier les dangers vis-à-vis des tiers et des personnes déjà recensés par l'activité du site et qu'il n'accroît pas significativement les nuisances du site ;

**CONSIDÉRANT** que le projet de modifications susvisé ne constitue donc pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46-1 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les prescriptions contenues dans cet arrêté sont de nature à garantir la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la nature et l'ampleur des projets de modifications ne rendent pas nécessaires la consultation des membres de la commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS), en formation des sites et des paysages (spécialité carrière)

**SUR** proposition de madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de Tarn-et-Garonne ;

## **A R R Ê T E**

### **ARTICLE 1** : Exploitant

La société S.A.S. Sematec, dénommée ci-après l'exploitant, dont le siège social est situé 799 chemin des Dolmens - 82300 Monteils, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté pour de son installation de carrière de sables et graviers alluvionnaires sur le territoire de la commune de Nègrepelisse aux Lieux-dits « Chemin Long » et « La Vergne ».

### **ARTICLE 2** : Prorogation d'autorisation d'exploiter

Le premier paragraphe de l'article n° 4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 06-1005 du 17 mai 2006 modifié susvisé est remplacé par le paragraphe suivant :

« L'autorisation valable jusqu'au 17 mai 2028 est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites de propriété ou de forage du bénéficiaire. »

### **ARTICLE 3** : Rubriques

L'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 06-1005 du 17 mai 2006 modifié susvisé est remplacé par l'article suivant :

« Article 2 : Rubriques de classement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA)

L'installation est visée par les rubriques de la nomenclature ICPE suivantes :

<b>Désignation de l'activité</b>	<b>Éléments caractéristiques</b>	<b>Rubrique</b>	<b>Seuil</b>	<b>Régime</b>
Exploitation de carrière ou autre extraction de matériaux	Production maximale annuelle de 130 000 t/an	2510-1	Sans	Autorisation
Broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes	Puissance totale installée des machines fixes : 200 kW	2515-1-b	P > 40 kW mais inférieure ou égale à 200 kW	Déclaration
Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes	Superficie maximale des aires de transit : 14 500 m <sup>2</sup>	2517-1	S > 10 000 m <sup>2</sup>	Enregistrement

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration ou autorisation au titre de l'article L. 214-3 du Code de l'environnement.

Les rubriques du tableau de l'article R. 214-1 (nomenclature loi sur l'eau dite IOTA ) du Code de l'environnement concernées sont :

<b>Désignation de l'activité</b>	<b>Éléments caractéristiques</b>	<b>NOMENCLATURE</b>		<b>Régime</b>
		<b>Rubrique</b>	<b>Seuil</b>	
Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	4 piézomètres <sup>1</sup>	1.1.1.0	/	Déclaration
À l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L. 211-2, ont prévu l'abaissement des seuils	1 pompage d'une capacité de : 20 m <sup>3</sup> /h	1.3.1.0-1°	≥ 8 m <sup>3</sup> /h	Autorisation
Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet	Surface de la carrière ≈ 48, 8542 ha	2.1.5.0-1°	S > 20 ha	Autorisation
Plans d'eau permanents ou non	Superficie ≈ 10,7 ha	3.2.3.0-1°	≥ 3 ha	Autorisation

#### **ARTICLE 4 : Remise en état du site**

L'article 15.4.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 06-1005 du 17 mai 2006 modifié susvisé est remplacé par l'article suivant :

**« Le remblayage se fait de façon coordonnée à l'avancée de l'exploitation du site conformément au plan de phasage de l'Annexe 1.** Il est mené d'abord à l'aide des stériles de découverte stockés temporairement sur le site. En complément, des matériaux inertes d'origine extérieure pour remblaiement à la carrière (de l'ordre de 70 000 tonnes par an) conformes aux modalités définies dans l'article n° 4 suivant, sont apportés sur le site.

Ces matériaux extérieurs sont préalablement dépotés sur une aire de réception aménagée, et triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes. Une benne pour les écarts de tri est mise en place.



Les terrains, après la remise en état conformément au plan de réaménagement autorisé de l'Annexe 2, font l'objet d'un remblaiement partiel en niveau et en surface (cote des parcelles remblayées correspondant à la cote des terrains avant exploitation) et de la création du seul plan d'eau de 10,7 ha localisé à l'est du site d'étude.

Des plantations et des espaces herbacés sont mis en place à partir d'essences choisies parmi les espèces locales présentes aux alentours. »

#### **ARTICLE 5 : Modalités de remblaiement du site**

L'article 16.1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 06-1005 du 17 mai 2006 modifié susvisé est remplacé par l'article suivant :

« Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux conformément au plan de circulation des eaux souterraines à l'état final de l'Annexe 3.

L'exploitant justifie des mesures mises en œuvre dans le but de limiter les perturbations substantielles apportées à la dynamique de la nappe, en justifiant notamment de la préservation d'une couche de matériaux suffisante en fond de fouilles, de la mise en place de drains (naturels ou non) ou de tout dispositif équivalent.

La nature du remblai doit permettre un drainage suffisant impliquant la prise en compte de la perméabilité des matériaux utilisés pour le réaménagement.

La quantité moyenne annuelle de déchets inertes extérieurs autorisée est de 70 000 tonnes sous réserve du respect des conditions d'admission définies par le présent arrêté et l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé.

Les remblaiements sont réalisés avec des matériaux de découverte et d'exploitation non commercialisables en l'état ainsi que des apports de matériaux extérieurs.

Les matériaux présentant un caractère recyclable devront être triés et recyclés sur site ou orientés vers une filière de recyclage autorisée. Ils ne sont pas admis en remblaiement.

Les matériaux acceptés en remblaiement sont limités à ceux ne provenant pas de sites contaminés et relevant des codes suivants de la liste unique des déchets mentionnée à l'article R. 541-7 du Code de l'environnement :

**- 17 05 04 « Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse »,**

**- 20 02 02 « Terre et pierres ».**

La présence d'autres matériaux inertes en quantité résiduelle au sein des lots acceptés en remblaiement est tolérée sous réserve que l'exploitant démontre que les lots acceptés aient bien fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable.

Les déchets répondants aux codes 17 01 02 « Briques » et 17 02 03 « Tuiles et céramiques » peuvent être acceptées pour être utilisés pour réaliser des drains, viabiliser ou conforter des pistes et accès. À défaut et en demeurant dans la logique de recycler ce qu'il est possible de valoriser comme béton, et à ces conditions seulement il est possible d'accepter les résidus mélangés à des tuiles et briques 17 01 07 (béton, tuiles, céramiques). Mais uniquement pour la stabilisation des pistes ou en drain.

L'accueil de déchets inertes extérieurs pour remblaiement respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé et notamment les modalités d'acceptation préalable et de traçabilité.

L'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.

Les documents d'acceptation préalables sont vérifiés et validés par une ou des personnes compétentes ayant les connaissances nécessaires pour effectuer cette validation. Ces personnes sont nommément désignées par l'exploitant. L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les justifications de la compétence de la ou des personnes désignées.

L'exploitant met en place les affichages suivants :

- panneau à l'entrée du site précisant les matériaux admissibles en remblais et la consigne de se présenter en premier lieu au lieu d'accueil défini,
- signalisation par des panneaux du chemin d'accès à la zone de déchargement des remblais depuis le pont-bascule et délimitation claire de la zone de déchargement par un dispositif d'affichage pérenne. »

#### **ARTICLE 6** : surveillance eaux souterraines

L'article 25.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 06-1005 du 17 mai 2006 modifié susvisé est remplacé par l'article suivant :

##### **«Article 25.7.1** Circulation des eaux souterraines

L'exploitant met en place toutes les mesures pour favoriser la circulation des eaux souterraines, à savoir notamment :

- mise en place de matériaux inertes de gros diamètre en fond de fouille ;
- mélange des fines de lavage aux terres végétales et de découverte destinées à un remblai de surface.

##### **Article 25.7.2** : Réseau de surveillance

L'exploitant met en place un réseau de surveillance des eaux souterraines. Le dispositif de suivi de la quantité et de la qualité des eaux souterraines est constitué de :

- un piézomètre en amont (nommé PZ1) ;
- un prélèvement dans le plan d'eau en cours de remblayage (point mobile selon l'état d'avancement du remblayage ;
- de trois piézomètres en aval de la zone en cours de remblayage (nommés PZ6, PZ7 et PZ8).

L'exploitant déclare ces ouvrages sur le site internet DUPLOS (Déclaration unifiée pour les ouvrages souterrains).

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les caractéristiques de chaque ouvrage (libellé, type d'ouvrage, position hydraulique, coordonnées géographiques (Lambert 93), etc) et une copie des récépissés de déclaration des ouvrages sur l'application (DUPLOS).

Les points de contrôle sont réalisés, équipés et exploités conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié susvisé ou de tout nouveau texte s'y substituant.

L'exploitant surveille et entretient les ouvrages, de manière à garantir l'efficacité, ainsi que la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. Les têtes des puits sont cadenassées. **L'entretien des terrains permet de localiser facilement les ouvrages.**

#### **Article 25.7.3 : Repérage et déclaration du réseau de surveillance**

Les points de contrôle sont nivelés (altitude Z suivant NGF) et géo-référencés (coordonnées (X,Y) Lambert II) sont indiqués avec leurs coordonnées sur le plan au 1/2000 (MAJ du 08/04/2026 de l'Addendum transmis le 10/04/20026) joint en annexe 5.

Ces ouvrages font l'objet d'une déclaration au service compétent pour attribution d'un code national du point d'eau par la BSS (Banque de données du sous-sol). Cette déclaration comportera notamment les coordonnées géographiques et altimétriques X, Y & Z précitées, les numéros des parcelles d'implantation, les profondeurs, les coupes géologiques et les caractéristiques des ouvrages réalisés.

Elle sera complétée d'un plan ou d'une carte d'implantation avec indication de l'échelle, des limites d'autorisation du site, de l'emplacement et de l'identification des points de surveillance, des sens d'écoulement locaux des eaux souterraines et des cours d'eaux ou plans d'eau susceptibles d'être en relation avec les eaux souterraines. Une copie de cette déclaration sera adressée à l'inspection des installations classées.

#### **Article 25.7.4 : Suivi des eaux souterraines**

Les prélèvements (incluant, le cas échéant, une purge préalable des ouvrages), le conditionnement et l'analyse des échantillons d'eau sont effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur en s'assurant que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

#### **Article 25.7.5 : Périodicité de surveillance**

Les prélèvements sont réalisés au moins semestriellement sur chacun des points de contrôles. Chaque année, il y a au moins une campagne de prélèvements en période de hautes eaux et au moins une en période de basses eaux. Afin d'assurer une répartition régulière des campagnes de prélèvements, l'intervalle entre chaque campagne de prélèvements ne doit pas excéder 8 mois.

Les hauteurs d'eau nivelées sont mesurées mensuellement sur chacun des points de contrôles constituant le réseau de surveillance et au niveau des plans d'eau, dans la logique d'un plan quadriennal. L'exploitant pourra demander une modification du plan de surveillance au bout d'une période de 4 ans et sur justifications.

#### **Article 25.7.6 : Paramètres de suivi**

Semestriellement en période de hautes eaux et de basses eaux, des analyses sur l'ensemble des piézomètres dosent les paramètres physico-chimiques généraux (pH, température, conductivité) ainsi que les paramètres et substances suivants :



<b>Paramètres</b>	<b>Codes Sandre</b>	<b>Unités</b>	<b>Fréquence</b>
<i>Hauteur d'eau</i>	-	m NGF	<i>Semestrielle une analyse en période de hautes eaux (mars à mai) et une en période de basses eaux (septembre à décembre)</i>
<i>Température</i>	1301	°C	
<i>Oxygène dissous</i>	1311	mg/l	
<i>Taux de saturation</i>	1312	%	
<i>pH</i>	1302	pH	
<i>MEST</i>	1305	mg/l	
<i>DCO</i>	1314	mg/l	
<i>Conductivité</i>	1798	μS/cm	
<i>Hydrocarbure totaux</i>	7009	mg/l	
<i>Chlorures</i>	1337	mg/l	
<i>Sulfates</i>	1338	mg/l	
<i>Ammonium</i>	1335	mg/l	
<i>Nitrates</i>	1340	mg/l	
<i>Phosphates</i>	1349	mg/l	
<i>Acrylamide</i>	1457	mg/l	
<i>HAP</i>	7088	mg/l	
<i>Indice Phénols</i>	1440	mg/l	
<i>Benzène</i>	1114	mg/l	
<i>Toluène</i>	1278	mg/l	
<i>Xylène</i>	1780	mg/l	
<i>PCB</i>	7431	mg/l	
<i>Arsenic</i>	1369	mg/l	
<i>Mercur</i>	1387	mg/l	
<i>Cr total</i>	1389	mg/l	
<i>Plomb</i>	1382	mg/l	

Les résultats des mesures et analyses susvisées sont télédéclarés directement sur Internet via l'application GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto-surveillance Fréquente) consultable à l'adresse « <https://gidaf.developpement-durable.gouv.fr/> »

**Article 25.7.7 : Rendu et transmission des résultats de surveillance**

À l'issue de chaque campagne de prélèvements et d'analyses, dès réception des résultats des prélèvements et des analyses et sans que les délais de transmission n'excèdent 2 mois après la fin de la campagne de prélèvements, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, un rapport rassemblant les résultats de prélèvements et d'analyses.

Ce rapport comporte a minima les éléments suivants :

### Niveau de la nappe

Les hauteurs d'eau relevées dans chacun des points de surveillance, ces hauteurs doivent être exprimées en valeur absolue (niveau NGF).

La mention de l'absence ou de l'insuffisance d'eau dans les ouvrages à sec lors des prélèvements.

Une carte propre à la campagne de surveillance montrant le tracé des sens locaux d'écoulement de la nappe en fonction des relevés piézométriques relevés.

### Résultats d'analyse et comparaison

Les résultats des analyses sont comparés pour chaque paramètre entre les valeurs relevées en amont hydraulique des zones remblayées et les valeurs relevées en aval hydraulique de ces dernières. Ces résultats sont, à titre indicatif, comparés aux valeurs guide environnementale définies par l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008 ou aux valeurs d'eaux potables définies par l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007.

L'exploitant prend connaissance des résultats d'analyse, et de leur comparaison aux valeurs citées à l'article 6.4-2 ci-dessus et les transmet à l'inspection assortis de ses propres commentaires et propositions.

#### **Article 25.7.8 :** En cas de détection de valeurs anormales

Si les résultats montrent une ou plusieurs concentrations atypiques à la hausse par rapport à la série des résultats disponibles en aval des zones exploitées et en comparaison avec les valeurs relevées en amont hydraulique, l'exploitant procède à une campagne de mesure complémentaire dans un délai qui n'excède pas trois mois, sans préjudice des campagnes de mesure programmées dans le plan de surveillance.

Si ces résultats confirment une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine en le justifiant par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine en tout ou partie de la pollution constatée. Il informe la Préfecture de Tarn-et-Garonne et l'inspection des installations classées du résultat de ces investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

#### **Article 25.7.9 :** Contrôles supplémentaires

L'inspection des installations classées pourra notamment demander au vu des résultats des campagnes de surveillance à l'exploitant :

- que certaines campagnes de surveillance incluent épisodiquement des points de contrôle supplémentaires (notamment les puits situés en aval hydraulique) à ceux définis à l'article 6.3 ci-dessus et/ou des paramètres supplémentaires à ceux définis à l'article 5.4-2 ci-dessus,
- la réalisation de campagnes ponctuelles de surveillance supplémentaires.

#### **Article 25.710 : Entretien des ouvrages**

L'exploitant doit constamment entretenir en bon état et à ses frais exclusifs les terrains occupés ainsi que les ouvrages et installations qui doivent toujours être conformes aux conditions de l'autorisation.

#### **Article 25.711 : Contrôle des installations**

Le bénéficiaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à venir sur la police, le mode de distribution et de partage des eaux.

Les agents de la direction départementale des territoires (DDT – Bureau Police de l'Eau) et de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) ont constamment libre accès aux installations autorisées.

Le bénéficiaire doit, sur leur réquisition, mettre les agents chargés des contrôles à même de procéder à toutes les mesures de vérification et expériences utiles pour constater l'exécution du présent récépissé et doit leur fournir le personnel, les matériels et les appareils nécessaires.

#### **Article 25.712 : Sanctions**

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé entraîne l'application des sanctions prévues à l'article R.216-12 du Code de l'environnement. »

#### **ARTICLE 7 : Annexes**

Les annexes de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 82-2018-12-17-002 du 17 décembre 2018 susvisé sont remplacées par les annexes suivantes du présent arrêté :

##### **« Annexes**

Annexe 1 : Plan de phasage de l'exploitation

Annexe 2 : Plan de remise en état après exploitation

Annexe 3 : Plan de circulation des eaux souterraines

Annexe 4 : Synoptique du circuit de l'eau (16/03/2026)

Annexe 5 : Plan Topographique au 1/2000 (Addendum du 08/04/2026) »

#### **ARTICLE 8 : Frais**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

#### **ARTICLE 9 : Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement, l'arrêté complémentaire est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de Tarn-et-pendant une durée minimale de quatre mois.

## **ARTICLE 10 : Notification - Exécution**

L'arrêté est notifié à l'exploitant.

La secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL Occitanie) chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Tarn-et-Garonne, dont une copie sera adressée au maire de Nègrepelisse et notification sera faite à la société SEMATEC.

À Montauban, le **27 MAI 2026**

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation  
la Secrétaire Générale

**Edwige DARRACQ**

## **Délai et voies de recours**

En application des dispositions inscrites au Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Toulouse (68 rue Raymond IV – 31000 Toulouse – Tél : 05.62.73.57.57) :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois :

- soit d'un recours gracieux auprès du préfet de Tarn-et-Garonne – 2 allée de l'Empereur – BP10779 – 82000 Montauban. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours ;
- soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre en charge des installations classées – Grande Arche de la Défense – Paroi sud / Tour Séquoia – 92055 La Défense. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux mentionnés aux 1° et 2°.

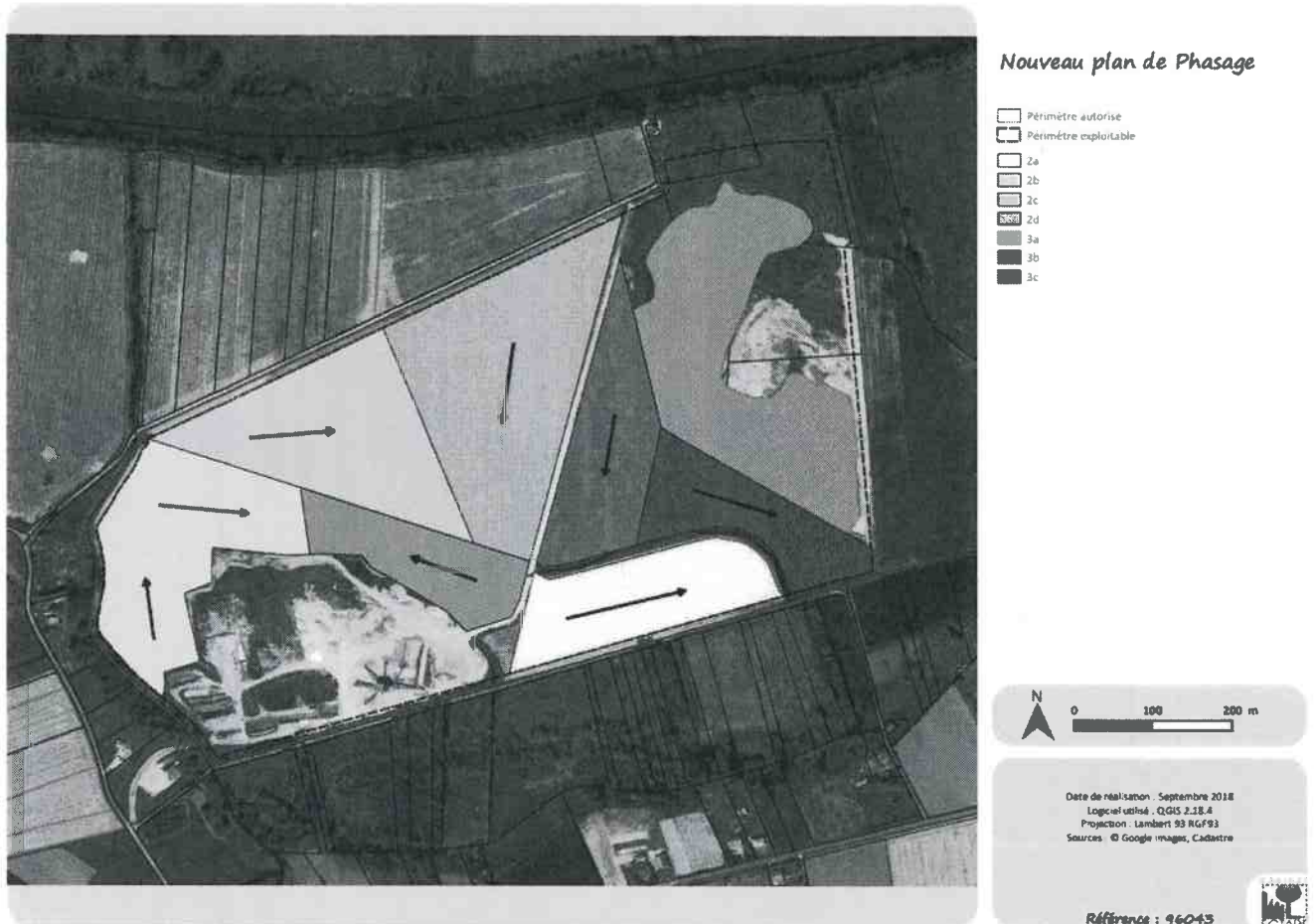
Tout recours (excepté le télérecours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires prévus aux articles L. 181-12, L. 181-14, L. 181-15 et L. 181-15-1, doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

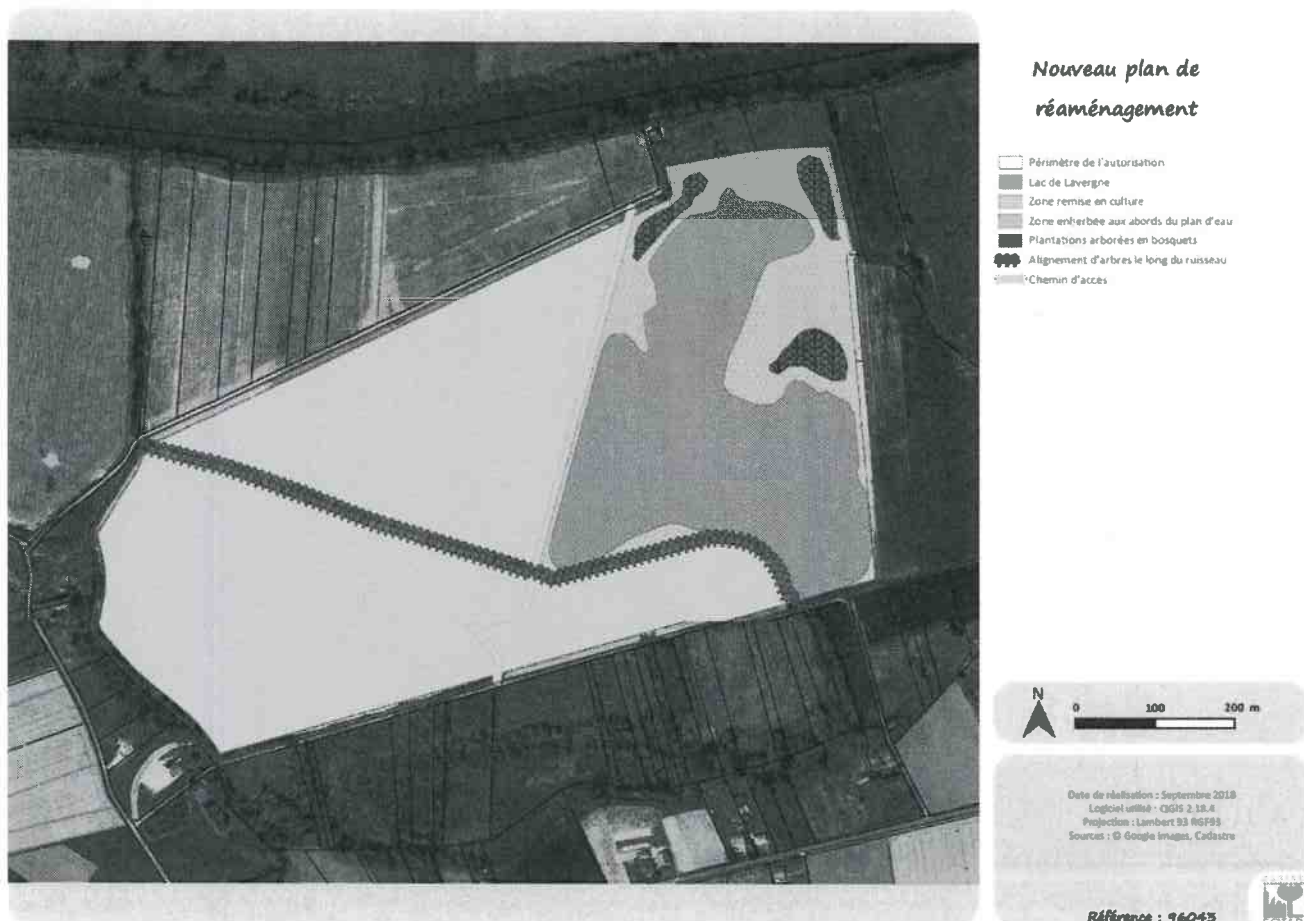
## ANNEXES

### Annexe 1: Plan de phasage autorisé.

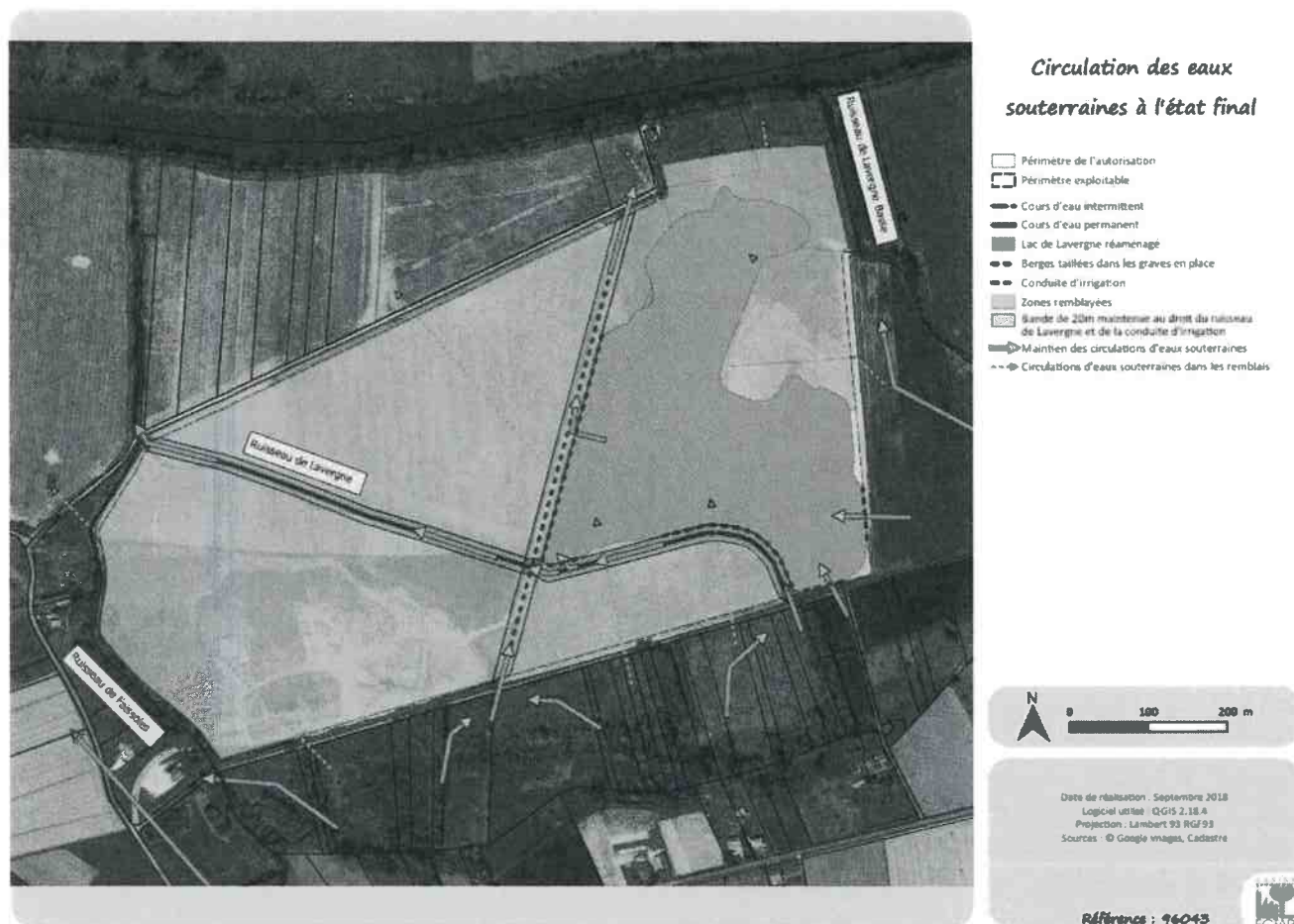




## Annexe 2 : Plan de remise en État.

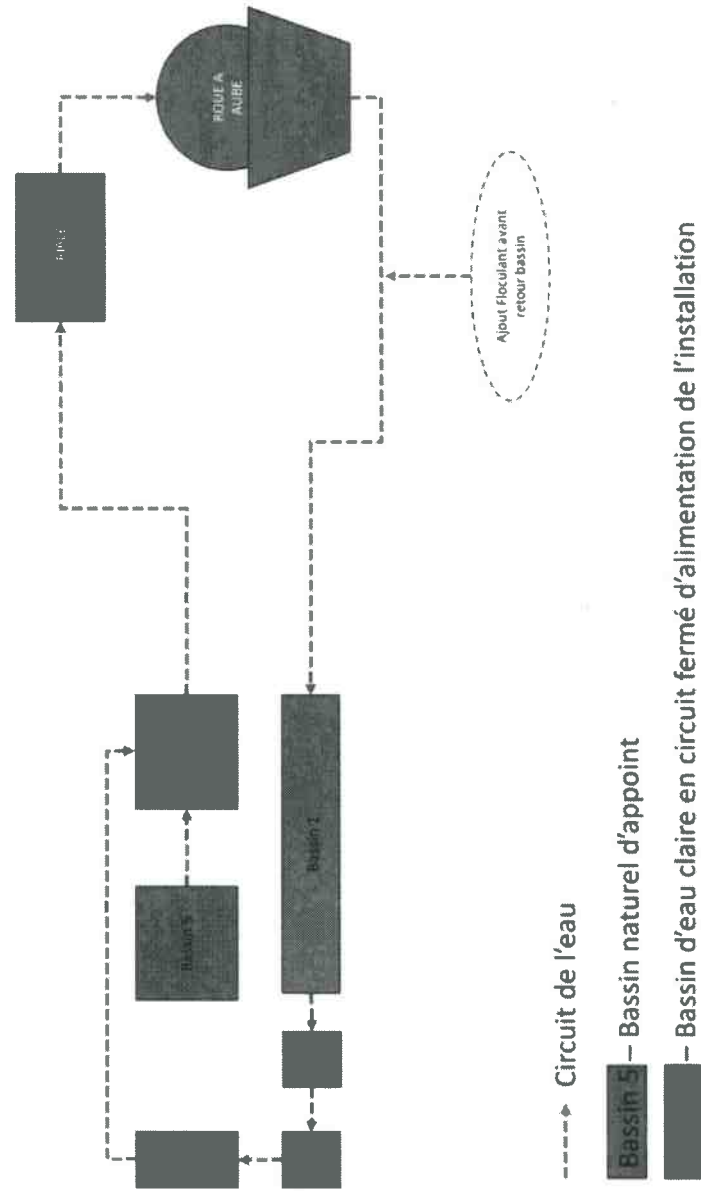


### Annexe 3 : Circulation des eaux souterraines à l'état final.



## Synoptique du circuit de l'eau - Nègrepelisse

### Annexe 4 : Synoptique du circuit de l'eau.



[illegible]